

MARCHE DE SERVICE

MARCHÉ N°

A	C	1	1	4	9	-	1	-	2	/	2	0	2	4
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Cadre réservé à la Cinémathèque Française

MARCHÉ N°

A	C	1	1	4	9	-	1	-	2	/	2	0	2	4
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Maintenance des équipements incendie de la Cinémathèque française

Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P

Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

SOMMAIRE

INTRODUCTION - PRESENTATION DE LA CINEMATHEQUE FRANÇAISE	3
ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2. FORME DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION	3
2.1 FORME DU MARCHÉ	3
2.2 MODE DE PASSATION	4
ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5. PRIX	4
5.1 CONTENU DES PRIX	4
5.2 FORME DU PRIX	5
5.3 RÉVISION DU PRIX	5
5.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE	5
ARTICLE 6. RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	6
6.1 RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE	6
6.2 PAIEMENT	6
6.2.1. ÉTABLISSEMENT DES DEMANDES DE PAIEMENT	6
6.2.2. MODALITÉS DE PAIEMENT	6
ARTICLE 7. DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	7
7.1 DÉLAIS CONTRACTUELS DE DURÉE D'INTERVENTION	7
7.2 PÉNALITÉS	7
ARTICLE 8. VÉRIFICATION ET ADMISSION	8
<i>Décision d'admission</i>	<i>8</i>
<i>Réfaction</i>	<i>8</i>
<i>Rejet</i>	<i>8</i>
ARTICLE 9. ASSURANCE – RESPONSABILITÉ CIVILE	8
ARTICLE 10. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL	8
ARTICLE 11. PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES	9
ARTICLE 12. RESILIATION DU MARCHÉ	9
12.1 RESILIATION DU FAIT DE LA CINEMATHEQUE FRANÇAISE	9
12.2 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	9
12.3 AUTRES CAS DE RESILIATION	10

INTRODUCTION - PRESENTATION DE LA CINEMATHEQUE FRANÇAISE

La Cinémathèque française est une association au regard de la loi de 1901. Bien que de caractère privé, la mission de la Cinémathèque Française revêt un caractère d'intérêt général puisque d'une part, elle est subventionnée par l'Etat et que d'autre part elle constitue un pôle patrimonial cinématographique unique en matière d'offre et de services destinés au public.

La Cinémathèque française est un Établissement Recevant du Public.

Article 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent document a pour objet de définir la prestation de vérification annuelle des extincteurs, R.I.A et colonnes sèches ainsi que la fourniture de matériels incendie visés dans ce marché et prestations ponctuelles (maintenance curative), des lots 1 et 2.

Ainsi, le marché est décomposé en deux lots :

- Lot n°1 : Vérification annuelle, maintenance et fourniture ponctuelle d'extincteurs et R.I.A. (ne concerne que BERCY) pour les quatre sites de la Cinémathèque française.
- Lot n°2 : Vérification annuelle et maintenance des colonnes sèches pour le siège de la Cinémathèque française à Bercy (Paris 12).

Une permanence téléphonique sera mise en place pour chacun des lots du présent marché.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Lots 1 et 2

Cinémathèque
française (siège)
51 rue de Bercy
75012 PARIS

Lot 1

Cinémathèque française –
Fort de St-Cyr Rue du Fort
de Saint-Cyr
78390 Montigny-
le-Bretonneux

Lot 1

Cinémathèque française – ORLY
Parc ROMEO – lots 9 & 11
94310 ORLY

Lot 1

Cinémathèque française – KELLERMANN
28 Blvd KELLERMANN
75013 PARIS

Le détail des prestations est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 2. FORME DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION

2.1 FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché mixte. Il comporte une partie forfaitaire et une partie s'exécutant par bons de commande conformément à l'article R2162-4°3 du Code de la commande

publique.

Un montant maximum de 48 000 €HT (pour l'ensemble de la durée y compris période de reconduction) est fixé pour la partie à bons de commande

Aucun minimum n'est fixé.

Les bons de commande s'exécutent au fur et à mesure de leur émission. L'émission des bons de commandes intervient pendant la durée de validité du marché.

2.2 MODE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

Article 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'engagement et ses annexes (bordereau de prix unitaires) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, le cas échéant, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre du Titulaire.

Article 4. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché a une durée de un an à compter du 1^{er} janvier 2025.

Il est reconduit trois fois annuellement par reconduction tacite.

Le titulaire ne peut pas refuser cette reconduction.

Dans le cas où la Cinémathèque Française ne souhaite pas reconduire le marché, elle en informe le titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois avant la fin de la période en cours

En outre, le marché peut être résilié dans les conditions définies à l'article « *résiliation* » du présent document.

Article 5. PRIX

5.1 CONTENU DES PRIX

Le prix figurant au marché est réputé comprendre toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de la prestation.

Les prix sont aussi réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, aux garanties associées au matériel, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et TTC et tiennent compte des approvisionnements, et des sujétions techniques indiquées au marché.

Le montant forfaitaire comprend la maintenance préventive, l'assistance technique et les astreintes. Toute la main d'œuvre nécessaire à cette maintenance est comprise dans le forfait.

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance préventive et curative couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi

que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications apportées au matériel à l'initiative du titulaire.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

5.2 FORME DU PRIX

Le marché est rémunéré à prix forfaitaire et unitaire tels figurant au marché et à son annexe financière.

Le prix est dû lorsque l'ensemble des prestations auxquelles il se rapporte a été exécuté.

5.3 REVISION DU PRIX

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire du contrat à la hausse comme à la baisse.

Le mois d'établissement des prix (M_0) est le mois précédent la date limite de remise des offres.

Le titulaire devra communiquer au plus tard un mois avant la date anniversaire du présent marché, ses nouveaux tarifs à la Directions des Bâtiments de la Cinémathèque française (dont l'adresse est indiquée au présent document) par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut de communication de ses nouveaux tarifs, le titulaire restera engagé sur les prix déterminés au marché.

Les prix des prestations sont révisibles annuellement à la date anniversaire de notification du présent marché par application de la formule suivante :

Les prix du marché sont révisibles par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,30 (0,50 \text{ FSD1} / \text{FSD1}_0 \times 0,20 \text{ ICHTrev-TS} / \text{ICHTrev-TS}_0)$$

Dans laquelle :

P= prix révisé

P_0 = prix au mois M_0

FSD1 = dernier indice connu « frais et services divers 1 » au moment de la reconduction du marché, publié au Moniteur des travaux publics et du bâtiment

FSD1₀ = valeur de l'indice « frais et services divers 1 » au mois M_0 , publié au Moniteur des travaux publics et du bâtiment

ICHTrev-TS = dernier indice connu « coût horaire du travail Electricité, gaz, vapeur, air conditionné » au moment de la reconduction du marché, publié au Moniteur des travaux publics et du bâtiment

ICHTrev-TS₀ = valeur de l'indice « coût horaire du travail Electricité, gaz, vapeur, air conditionné » au mois M_0 , publié au Moniteur des travaux publics et du bâtiment

Les prix révisés n'ont pas à être constatés par avenant.

5.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE

La Cinémathèque française se réserve le droit de résilier, sans indemnité, avec un préavis de huit jours, la partie non exécutée du marché à la date du changement de tarif

lorsque ce changement conduit à une augmentation moyenne de plus de 3 % du prix des fournitures par rapport au premier tarif.

Article 6. REMUNERATION DU TITULAIRE – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

6.1 REMUNERATION DU TITULAIRE

Sur sa partie forfaitaire, le marché fera l'objet d'un règlement annuel (lots 1 et 2) à terme échu et dans la limite du délai global d'exécution des prestations.

Sur sa partie unitaire à bons de commande, le marché fera l'objet d'un paiement final par bon de commande à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations et dans la limite du délai global d'exécution des prestations.

6.2 PAIEMENT

6.2.1. Etablissement des demandes de paiement

En application des dispositions de la loi Pacte du 22 mai 2019 et ses textes d'application, notamment le décret du 18 juillet 2019 les demandes de paiement doivent être envoyées par voie électronique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Lors de l'émission de la commande, La Cinémathèque française vous communiquera le numéro SIRET et le numéro d'engagement. Ces éléments sont à reporter lors du dépôt de la facture sur le portail chorus.

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date de l'accord-cadre et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° SIRET et adresse du créancier, la date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- la référence d'engagement communiquée par le service prescripteur ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées, telles que définies dans le bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

6.2.2. Modalités de paiement

La Cinémathèque française se libère des sommes dues en exécution du présent contrat en effectuant les paiements par virement sur le compte défini ci-avant, ouvert au nom du titulaire, ou à tout autre compte communiqué par courrier par ce dernier.

La Cinémathèque française règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la Cinémathèque française en

application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du Titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux de ces intérêts est le taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Article 7. DELAI D'EXECUTION - PENALITES

7.1 DELAIS CONTRACTUELS DE DUREE D'INTERVENTION

Pour l'ensemble des lots, un planning des visites sera soumis à l'approbation du représentant de la Cinémathèque française en début de marché.

Pour les lots 1 et 2, les vérifications annuelles seront réalisées au mois d'août ou toute période selon les événements externes (pandémie, etc.), mois où la Cinémathèque française est fermée au public.

Pour les lots 1 et 2, une permanence téléphonique sera ouverte du lundi au vendredi de 8h à 17h. Le délai d'intervention (GTI) suite à appel du représentant de la Cinémathèque française sera de 48 heures quel que soit le site concerné par la demande.

Pour le lot 3, une permanence téléphonique sera ouverte du lundi au vendredi de 8h à 17h. Le délai d'intervention (GTI) suite à appel du représentant de la Cinémathèque française sera de 24 heures.

La signification de la panne au titulaire se fait par tout moyen permettant de donner date certaine : appel téléphonique, doublé d'un mail, d'un fax, etc...

Les délais d'intervention sont ceux indiqués dans l'offre du Titulaire.

7.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait de la Cinémathèque française ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, la Cinémathèque française prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au préalable par écrit à la Cinémathèque française les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il indique, par la même demande, à la Cinémathèque française la durée de la prolongation demandée.

7.3 PENALITES

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, l'heure suivante où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve de prolongations de délais accordés par la Cinémathèque française.

Les pénalités sont encourues par le simple fait de la constatation du retard par la Cinémathèque française et font l'objet d'une retenue par précompte sur les sommes dues au Titulaire.

Pour l'ensemble des lots :

Sur les opérations de vérification annuelle ou semestrielle et la fourniture de matériel : La pénalité est de 100 € TTC par jour ouvré de retard. Tout jour entamé étant du.

Sur les interventions :

Cette pénalité est de 1% du montant forfaitaire annuel H.T. par heure de retard. Toute heure entamée étant due.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 200 € TTC pour chacune des périodes d'un an du marché.

Article 8. VERIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérification sont effectuées par la Direction des Bâtiments et de la Sécurité de la Cinémathèque française.

Décision d'admission

A l'issue des opérations de vérification, la Cinémathèque française prend une décision expresse d'admission, de réfaction ou de rejet.

Passé un délai de quinze jours à compter de la réception des prestations, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Les décisions d'admissions avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Article 9. ASSURANCE – RESPONSABILITE CIVILE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution le titulaire, le mandataire, les sous-traitants, les cotraitants éventuels et, de façon générale, tout intervenant dans le marché doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et du maître d'ouvrage en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ;
- une assurance couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du code civil.

Article 10. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Le titulaire déclare, sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs:

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1, L. 3243-2, L. 3243-4, L. 3252-6, R. 3252-11, R. 3252-12, L. 1221-13, L. 1221-15, L. 1221-10 du code du travail.

- s'acquitter de leurs obligations au regard des articles L .8221-3 et L. 8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin.

A ce titre le titulaire fournit à la Cinémathèque française, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents énumérés aux articles D.8222-5 (si le titulaire est établi en France) ou D.8223-8 et D.8223-7 (si le titulaire est établi à l'étranger) du code du travail.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de leurs sous-traitants éventuels.

Le Titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

La Cinémathèque française
Service des Marchés
51 rue de Bercy
75012 Paris

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

Article 11. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Les éventuelles commandes complémentaires au marché s'exécutent selon les dispositions du présent Cahier des charges et conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

Article 12. RESILIATION DU MARCHE

12.1 RESILIATION DU FAIT DE LA CINEMATHEQUE FRANÇAISE

Lorsque la Cinémathèque Française résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire et en dehors des cas prévus à l'article « autres cas de résiliation », elle n'est pas tenue de justifier sa décision. Elle délivre une pièce écrite attestant que la résiliation du marché n'est pas motivée par une faute du titulaire, si ce dernier le demande.

La résiliation ne donne droit à aucune indemnité.

12.2 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

La Cinémathèque française peut résilier de plein droit le marché, après mise en demeure par décision motivée, en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions du marché.

La résiliation s'effectue à l'issue d'une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution de 15 jours calendaires, restée infructueuse ou le cas échéant, après que le fournisseur a été invité à présenter ses observations.

Il est précisé toutefois qu'en cas de résiliation, le titulaire du marché est tenu d'assurer l'exécution du marché pendant toute la période nécessaire au lancement d'une nouvelle procédure d'appel d'offre.

La Cinémathèque française peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en

demeure restée infructueuse, lorsque :

- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ;

La Cinémathèque française peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable :

- Le titulaire ne fournit pas l'ensemble des documents mentionnés à l'article « *lutte contre le travail illégal* » du présent document ;
- En cas d'inexactitude des renseignements prévus par le code de la commande publique ;
- Lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer le cas de force majeure ;
- Lorsque le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux ;

La décision de résiliation doit préciser que cette dernière est prononcée aux torts du titulaire.

Le décompte de liquidation comprend :

a) Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise de moyens que la Cinémathèque française cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités ;

b) Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;

12.3 AUTRES CAS DE RESILIATION

Décès ou incapacité civile :

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si la Cinémathèque française accepte la continuation du marché par les ayants droit, le tuteur ou le curateur.

La résiliation, ainsi prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.

Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par la loi no 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée.

Impossibilité physique :

La Cinémathèque française peut résilier le marché en cas d'impossibilité physique durable et manifeste pour le titulaire de remplir ses obligations.

Difficultés techniques :

Si le titulaire rencontre au cours du marché des difficultés techniques imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation.

Force majeure :

Lorsque le titulaire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter son marché par cas de force majeure, il peut en demander la résiliation.